

Texte en espagnol trouvé sur le site libertaire espagnol « A Las Barricadas » (<http://www.alasbarricadas.org/>) sous le titre « Entrevista a Agustin Guillamon sobre los comités de defensa de la CNT ».

La traduction a été réalisée à l'automne 2015 par un personne qui a pris contact avec le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs). Elle se reconnaîtra et nous la remercions de nouveau pour cette traduction. Le texte a par ailleurs été féminisé.

D'autres traductions subversives sont en téléchargement libre sur le site des camarades du Regroupement Révolutionnaire Caennais, qui ont solidairement accepté d'héberger les traductions du CATS après que le serveur du collectif ait définitivement planté : <http://rrcaen.neowordpress.fr/cats/>

## **ENTRETIEN AVEC AGUSTIN GUILLAMON SUR LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA CNT.**

« Alasbarricadas » -Question inévitable, c'était quoi un comité de défense ?

Les comités de défense étaient l'organisation militaire clandestine de la CNT, financée par les syndicats et leur action était subordonnée à ces derniers.

En octobre 1934 l'ancienne tactique des groupes d'action a été abandonnée au profit d'une préparation révolutionnaire sérieuse et méthodique. Le CNCD (Comité National des Comités de Défense) disait « Il n'y a pas de révolution sans préparation. Il faut en finir avec l'idée préconçue des improvisations. Cette erreur, celle de la confiance dans l'instinct créateur des masses, nous a coûtée très cher. On n'acquiert pas, de façon spontanée, les connaissances militaires obligatoires pour combattre un État qui a de l'expérience, un armement imposant et une plus grande capacité offensive et défensive ».

Le groupe de défense de base, devait être réduit pour faciliter sa clandestinité et sa mobilité ainsi que sa connaissance approfondie du caractère, des capacités et du talent de chaque militant. Il devait être formé de six militants avec des fonctions très spécifiques :

- 1.- secrétaire : contact avec d'autres cadres, création de nouveaux groupes, rapports.
- 2.-enquête sur les personnes : déterminer le degré de dangerosité des ennemis.
- 3.-enquête sur les bâtiments : dresser des plans et élaborer des statistiques.
- 4.- étude des points stratégiques et tactiques des combats de rue.
- 5.-étude des services publics.
- 6- recherche des lieux où obtenir des armes , de l'argent et de l'approvisionnement.

Le chiffre de six militants était considéré comme idéal pour constituer un groupe ou un Cadre de Défense, sans pour autant exclure la possibilité, dans certains cas, de rajouter un membre, davantage dans le but de remplir une tâche « d'importance majeure ». La clandestinité devait être totale. C'étaient des noyaux de base d'une armée révolutionnaire, capables de mobiliser des groupes secondaires plus nombreux et ceux-ci, à leur tour, de le faire à l'échelle de toute la population.

Le groupe de défense était la cellule de base de cette structure militaire clandestine de la CNT, constituée de six militants. Sa zone\_était démarquée de façon très précise dans chaque quartier. Dans chaque quartier un comité de défense du quartier était constitué , qui coordonnait tous ces Cadres de Défense et recevait un rapport mensuel de chaque secrétaire de groupe. Le secrétaire- délégué de quartier faisait un résumé qu'il remettait au Comité de district, et celui-ci, à son tour, le faisait parvenir au Comité Local de Défense qui le

transmettait au Comité Régional qui lui-même le transmettait au Comité National.

Le rapport du CNCD détaillait également l'organisation des comités de défense à l'échelle régionale et nationale, encadrant d'autre part des secteurs de travailleurs comme les cheminots, les conducteurs d'autocar, des travailleurs des télécommunications, des facteurs et enfin tous ceux qui de par les caractéristiques de leur profession ou organisation englobaient le cadre national, en soulignant l'importance des communications dans une insurrection révolutionnaire. Un volet spécifique était consacré au travail d'infiltration, de propagande et de captation de sympathisants dans les casernes.

Il y avait deux fonctions essentielles dans les comités de défense :

1.- L'obtention, la maintenance, la surveillance et le maniement des armes.

2.-L'intendance dans le sens large du terme, depuis l'approvisionnement pour la population et l'aide aux cantines populaires jusqu'à la création et la maintenance des hôpitaux, des écoles, des athénées...ou même, dans les premiers temps, du recrutement des miliciens et de l'approvisionnement des colonnes qui sont parties au front.

Les Cadres de Défense ont existé tout de suite après la proclamation de la République et ils pouvaient être considérés comme la continuité, la réorganisation et l'extension des groupes d'action et d'autodéfense armée des années des « pistoleros » (1917-1923, années où le patronat catalan payait des tueurs pour éliminer les cénétistes).

### **ALB.- Comment est-on passé des groupes d'action aux Cadres de Défense ?**

En janvier 1935 les groupes anarchistes Indomables(Indomptables), Nervio, Nosotros, Tierra Libre et Germen, au plenum de la Fédération des Groupes Anarchistes de Barcelone ont présenté la fondation à Barcelone du Comité Local de Préparation Révolutionnaire .

Face à un panorama historique, réellement affligeant : l'apogée du fascisme en Italie, du nazisme en Allemagne, du stalinisme en Union Soviétique, de la dépression économique avec un chômage massif et permanent aux États-Unis et en Europe, le rapport élaboré lors de ce plénum lui opposait l'espoir du prolétariat révolutionnaire. Il disait : « Dans la faillite universelle des idées, partis, systèmes, il n'y a que le prolétariat révolutionnaire qui reste debout avec son programme de réorganisation des fondements du travail, de la réalité économique et sociale et de la solidarité ».

On y faisait une profonde critique de la tactique puérile, abandonnée dès octobre 1934, de la « gymnastique » révolutionnaire et de l'improvisation. Il y était dit : « La révolution sociale ne peut être interprétée comme un coup d'audace, du style des coups d'État jacobins, elle sera au contraire la conséquence et le résultat du dénouement de la guerre civile inévitable et d'une durée impossible à prévoir ».

La préparation révolutionnaire pour une longue guerre civile exigeait de nouveaux défis, inconcevables dans l'ancienne tactique des groupes de choc. Il était dit : « Étant donné qu'il n' est pas possible de disposer à l'avance de stocks d'armes nécessaires pour une lutte de longue haleine, il faut que le Comité de préparation étudie la façon de transformer dans certaines zones stratégiques les industries (...), en industries pourvoyeuses en matériel de combat pour la révolution « .C'est là l'origine de la commission des industries de guerre, constituée le 7 août 1936, qui en Catalogne a édifié en partant de zéro une puissante industrie de guerre grâce aux efforts des travailleurs, coordonnés par les syndicalistes de la CNT Eugenio Vallejo Isla, métallurgiste, Manuel Marti Pallarés , du syndicat de la chimie et Mariano Martin Izquierdo, même si plus tard des politiciens bourgeois s'en sont attribué le mérite (Josep Tarradellas) et même s'ils ont contribué au succès , celui-ci « revient de fait intégralement aux travailleurs des usines, aux techniciens, aux délégués

responsables que la CNT a placés dès le début de la guerre aux postes de direction ».

Des groupes d'action et de choc pour la pratique de la « gymnastique » révolutionnaire, antérieurs à 1934, on était passé à la formation de cadres de renseignements et de combat, considérés comme des cellules de base d'une armée révolutionnaire.

**ALB.- Une question que beaucoup ont dû se poser est : est-ce que les anarchistes pouvaient prendre le pouvoir ?**

Pendant le premier semestre de 1936 le groupe Nosotros s'est affronté au reste des groupes de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique), en Catalogne, dans des débats acerbes autour de deux conceptions fondamentales, à un moment où on connaissait de façon certaine les préparatifs militaires en vue d'un coup d'État sanglant. Ces deux conceptions étaient : « la prise du pouvoir » et « l'armée révolutionnaire ». Le pragmatisme du groupe Nosotros, plus préoccupé par les techniques insurrectionnelles que par les tabous, heurtait de plein fouet les préjugés idéologiques d'autres groupes de la FAI, à savoir le refus de ce qu'ils appelaient « dictature anarchiste » et un profond antimilitarisme qui abandonnait tout à la spontanéité créative des travailleurs.

Cette dure attaque des « pratiques anarcho-bolchéviques » du groupe Nosotros s'est largement exprimée dans la revue *Mas lejos*, dirigée par Eusebio C. Carbo, et dans laquelle figurent comme rédacteurs Jaime Balius et Mariano Vinuales. *Mas lejos* a publié les réponses à une enquête faite dans son premier numéro, en avril 1936, et qui consistait en deux questions sur l'acceptation ou le rejet de l'abstentionnisme électoral et une troisième sur la prise du pouvoir qui disait : « Les anarchistes peuvent-ils, en fonction de telle ou telle circonstance, et EN ÉCARTANT TOUS LES SCRUPULES, se disposer à prendre le pouvoir, sous quelque forme que ce soit, comme moyen d'accélérer le rythme de leur marche vers la réalisation de l'Anarchie ? »

Presque tous-tes ont répondu par la négative. Mais aucune réponse n'offrait d'alternative pratique au non massif à la prise du pouvoir. Le mariage entre la théorie et la pratique anarchistes semblait rompu, à la veille du coup d'État militaire.

Lors du plénum des Groupes Anarchistes de Barcelone, réuni en juin 1936, Garcia Oliver a exposé que l'organisation des Cadres de Défense, coordonnés en comités de défense de quartier, dans la ville de Barcelone, étaient le modèle à suivre, en l'étendant à toute l'Espagne, et en coordonnant cette structure au niveau régional et national, pour constituer une armée révolutionnaire du prolétariat. Cette armée devait être complétée par la création d'unités de guérilla de cent hommes. Beaucoup de militants étaient opposés aux conceptions de Garcia Oliver, se fiant d'avantage à la spontanéité des travailleurs qu'à l'organisation révolutionnaire disciplinée. Les convictions antimilitaristes de beaucoup de groupes apparentés, ont conduit au rejet quasi unanime des thèses du groupe Nosotros, et tout spécialement de Garcia Oliver.

**ALB.- Comment ces Comités de défense se sont-ils transformés en Milices Populaires et comités révolutionnaires de quartier ?**

Le dix sept juillet Melilla s'était soulevée. Le 18 la rébellion militaire s'était étendue à tout le Maroc, aux Canaries et à Séville.

La garnison militaire de Barcelone comptait environ six mille hommes, face aux quasi deux mille de la Garde d'Assaut et les deux cents « Mossos d'Esquadra » (la police catalane de la Généralité). La Garde Civile, dont personne ne savait réellement vers qui elle pencherait, en comptait trois mille environ. La CNT-FAI disposait de quelques vingt mille militants, organisés en comités de défense de quartier, prêts à prendre les armes. Elle s'engageait, dans le comité de liaison de la CNT avec La Généralité et les militaires loyaux, à stopper les

putschistes avec seulement mille militants armés.

Le 19 et le 20 juillet 1936, en plein combat dans les rues de Barcelone, au moment où on faisait échec aux militaires soulevés, les membres des comités de défense ont commencé à s'appeler et à être connus comme « les miliciens ». Sans transition aucune, les Cadres de Défense se sont transformés en Milices Populaires. La structure première des Cadres de Défense avait prévu leur élargissement et croissance, grâce à l'incorporation de cadres secondaires. Il a suffi de laisser la place parmi eux à des milliers de travailleurs volontaires, qui se sont joints à la lutte contre le fascisme, étendue aux terres d'Aragon. Les milices confédérales se sont transformées en avant-garde de toutes les unités armées, qui se déplaçaient à la recherche de l'ennemi fasciste à combattre. Ils étaient l'organisation armée du prolétariat révolutionnaire. Ils ont été imités par le reste des colonnes, y compris celles d'origine bourgeoise. Devant l'absence d'une armée prolétarienne unie, les différents partis et organisations ont créé leurs propres milices de parti ou de syndicat, sans un commandement centralisé et avec une coordination très précaire.

Il y a eu une double TRANSFORMATION de ces Cadres de Défense. Celle des Milices Populaires, qui ont délimité dans les premiers jours le front d'Aragon, en instaurant la collectivisation des terres dans les villages aragonais libérés ; et celle des comités révolutionnaires qui, dans chaque quartier de Barcelone, et dans chaque village de Catalogne, ont imposé un « nouvel ordre révolutionnaire ». Du fait de leur origine commune les Cadres de Défense ont toujours été très unis et liés entre eux.

Ces comités révolutionnaires ont exercé, dans chaque quartier ou localité, surtout au cours des neuf semaines postérieures au 19 juillet, les fonctions suivantes :

1.- Ils ont saisi des bâtiments pour installer le siège du comité, un magasin de ravitaillement, un Athénée ou une école « rationaliste ». Ils ont saisi et soutenu des hôpitaux et des journaux.

2.- Fouilles dans les domiciles privés pour réquisitionner des armes, des aliments, de l'argent et des objets de valeur.

3.- Perquisitions armées dans n'importe quel bâtiment suspect, avec l'objectif d'arrêter des « pacos » (francs tireurs) embusqués, des curés, des gens de droite et de la cinquième colonne. (Rappelons que les tirs des francs tireurs, dans la ville de Barcelone, ont duré une semaine entière).

4.- Ils ont installé dans chaque quartier des centres de recrutement pour les Milices, qu'ils ont armés, financés, ravitaillés et payés (jusqu'à la mi-septembre) avec leurs propres moyens, tout en maintenant au-delà de mai 37 une relation intense et continue de chaque quartier avec ses miliciens au front, les accueillant pendant leurs permissions.

5.- En plus de la surveillance des armes, au siège du comité de défense, il faut ajouter un local ou magasin où s'installait le comité de ravitaillement, qui se ravitaillait avec les réquisitions de nourriture, réalisées dans les zones rurales, soit par les armes, soit par l'échange soit par l'achat avec des bons.

6.- Imposition et recouvrement de l'impôt révolutionnaire dans chaque quartier ou localité.

Les comités révolutionnaires exerçaient un important travail administratif, très varié qui allait de l'émission de bons, de coupons de repas, d'émission de sauf-conduits, de permis de passage, jusqu'à la célébration de mariages, le ravitaillement et la maintenance des hôpitaux, la saisie de nourriture, de meubles et de bâtiments, le financement des écoles « rationalistes » et athénées gérés par les Jeunesses Libertaines, la paie des miliciens ou de leurs familles etc.

La coordination des comités révolutionnaires de quartier se faisait au siège du Comité Régional, où se rendaient les secrétaires de chacun des comités de défense de quartier. Il existait de plus, de façon permanente, le Comité de Défense Confédéral, installé dans la Maison CNT-FAI.

Pour tout ce qui concernait la saisie d'importantes quantités d'argent ou d'objets de valeur, ou tout ce qui avait trait aux arrestations, investigations ou enquêtes, qui dépassaient par leur importance les tâches du comité révolutionnaire de quartier, on s'adressait au Service d'enquête de la CNT-FAI, dirigé par Escorza à la Maison CNT-FAI.

### **ALB.-Y a-t-il eu un vide de pouvoir ? Les comités de quartier qui se sont formés venaient-ils de ceux de la Défense ? Et ceux du ravitaillement ?**

Le véritable pouvoir d'exécution et de résolution se trouvait dans la rue, c'était le pouvoir du prolétariat en armes, et il était exercé par les comités locaux, de défense et de contrôle ouvrier, en expropriant spontanément des usines, des ateliers, des bâtiments et des propriétés ; en organisant, en armant et transportant au front des groupes de miliciens volontaires qu'ils avaient préalablement recrutés ; en brûlant des églises ou en les transformant en écoles ou magasins ; en formant des patrouilles pour étendre la guerre sociale ; en surveillant les barricades, de fait frontières de classe, qui contrôlaient le passage et exprimaient le pouvoir des comités ; en faisant fonctionner les usines sans patron ni direction ou en les transformant pour la production de guerre ; en réquisitionnant des voitures, des camions, ou des aliments pour le comité de ravitaillement ; en « baladant » des bourgeois, des fascistes et des curés (c'est-à-dire en allant les liquider physiquement dans la campagne autour de Barcelone); en remplaçant les mairies républicaines caduques, en imposant dans chaque localité leur totale autorité dans tous les domaines, sans en référer aux ordres de la Généralité, ni du Comité Central des Miliciens Antifascistes (CCMA). La situation révolutionnaire se caractérisait par une atomisation du pouvoir.

La nuit du 19 il n'y avait de réel pouvoir que celui de « la fédération des barricades », sans autre objectif immédiat que la défaite des séditions. L'armée et la police, dissoutes ou enfermées dans leurs casernes, avaient disparu des rues, après le 20 juillet. Elles avaient été remplacées par des Milices Populaires formées par des ouvriers armés, qui fraternisaient avec des soldats licenciés et des gardes sans uniforme en un seul bloc victorieux, qui les avait transformés en avant garde de l'insurrection révolutionnaire.

A Barcelone les comités de défense, transformés en comités révolutionnaires de quartier, en l'absence de consigne d'une quelconque organisation et sans autre coordination que celle des initiatives révolutionnaires exigées à chaque instant, ont organisé les hôpitaux, débordés par l'avalanche de blessé-e-s, ont constitué des cantines populaires, ont réquisitionné des voitures, des camions, de l'armement, des usines et des bâtiments, ont perquisitionné des domiciles privés, ont arrêté des suspects et créé un réseau de Comités de ravitaillement dans chaque quartier, qui se sont coordonnés dans un Comité Central de Ravitaillement de la ville, au sein duquel le syndicat de l'Alimentation s'est distingué. La contagion révolutionnaire a gagné tous les secteurs sociaux et toutes les organisations, qui se déclaraient sincèrement en faveur de la nouvelle situation révolutionnaire. Là résidait l'unique force réelle du CCMA, qui paraissait face au peuple en armes comme l'organisme antifasciste qui devait diriger la guerre et imposer le nouvel ordre révolutionnaire.

Le 21 juillet, un Plénum des localités et des provinces avait renoncé à la prise du pouvoir, comprise comme la dictature des leaders anarchistes, et non comme une imposition, coordination et extension du pouvoir que les comités révolutionnaires exerçaient déjà dans la rue. Le 23 un plénum conjoint, et secret, des comités supérieurs de la CNT et de la FAI a serré les rangs autour de la décision prise de collaborer au CCMA, et de préparer le Plénum du 26 pour vaincre la résistance des militant-e-s.

Le 24 les deux premières colonnes anarchistes étaient parties, au commandement de Durruti et Ortiz. Durruti

a fait un discours par radio en alertant et recommandant la vigilance face à une possible tentative contre-révolutionnaire. Il fallait conserver la situation révolutionnaire à Barcelone, pour « jouer le tout pour le tout » après la prise de Saragosse.

Le 25 juillet Companys s'est présenté à l'École Nautique pour reprocher aux membres du CCMA leur inefficacité dans le contrôle de l'ordre public, devant l'indifférence d'un Garcia Oliver qui le salua de façon menaçante.

Le 26 juillet au matin, lors du Plénum Régional la collaboration définitive de la CNT-FAI au CCMA a été ratifiée, avec l'accord des comités supérieurs de la CNT-FAI dans leur débat du 23 et dans le Plénum Régional antérieur réuni le 21.

Le Plénum du 26 a confirmé, à l'unanimité, que la CNT continuerait à maintenir la même position, approuvée déjà le 21 juillet, de participer au nouvel organisme de collaboration de classes appelé CCMA. Ce même plénum du 26 a créé une Commission de Ravitaillement, dépendante du CCMA, à laquelle devaient se soumettre les différents comités de ravitaillement surgis un peu partout et ordonnait dans le même temps la fin partielle de la grève générale. Le résumé des principaux accords obtenus dans ce Plénum a été édité sous forme d'Ordonnance, pour en faciliter la connaissance et l'observation.

Le CC Des Ravitaillements était une institution fondamentale, qui assurait une condition indispensable pour ceux des ouvriers volontaires qui abandonnaient leurs postes de travail pour aller combattre le fascisme en Aragon : assurer en leur absence l'alimentation de leur famille qui cesserait de percevoir le salaire hebdomadaire avec lequel ils et elles vivaient.

### **ALB .- Qu'ont représenté les Patrouilles de Contrôle ?**

Le 11 août 1936 ont été créées les patrouilles de contrôle comme police révolutionnaire dépendante du Comité Central des Milices Antifascistes (CCMA) .

Seulement la moitié environ des patrouilleurs avait la carte de la CNT, ou appartenait à la FAI ; l'autre moitié était affiliée au reste des organisations composantes du CCMA ; POUM, Gauche Républicaine de Catalogne ( ERC) et PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne, le PC catalan), fondamentalement. Seuls quatre délégués de section, sur les onze existants, étaient de la CNT : ceux de Pueblo Nuevo, Sants, San Andres (Armonia) et Clot ; quatre étaient de l'ERC, trois du PSUC et aucun du POUM.

Les Patrouilles de Contrôle dépendaient du Comité d'Investigation du CCMA, dirigé par Aurelio Fernandez (FAI) et Salvador Gonzalez (PSUC) qui a remplacé Vidiella. Sa section Centrale se situait au 617 de la Gran Via, dirigée par les délégués des Patrouilles, à savoir, José Asens (FAI) et Tomas Fabregas (Accio Catalana). La solde des patrouilleurs, de dix pesetas par jour, était versée par le gouvernement de la Généralité. Même si on procédait à des arrestations dans toutes les sections, et même si quelques détenus étaient interrogés dans l'ancienne Casa Cambo, la prison centrale se trouvait dans l'ancien couvent des sœurs clarisses de San Elias.

### **ALB.- Quel a été le bilan du Comité Central des Milices Antifascistes ?**

Le 26 septembre s'est formé un gouvernement de la Généralité en présence des conseillers anarchistes. Le 1er octobre la dissolution du CCMA a été officialisée.

Le décret du 9 octobre, complété par celui publié le 12, déclarait dissous tous les comités locaux qui avaient surgi le 19 juillet, qui seraient remplacés par les nouvelles mairies. Malgré la résistance de nombreux comités locaux à leur dissolution, et le retard de plusieurs mois dans la constitution des nouvelles mairies, il s'agissait

d'un coup d'arrêt mortel dont ils ne se relèveraient pas. La résistance des militant-e-s de la CNT, qui ne suivaient pas les consignes des comités supérieurs ou les ordres du gouvernement de la Généralité, menaçaient le pacte antifasciste. Les dirigeant-e-s anarcho-syndicalistes subissaient la double pression des militant-e-s, certain-e-s récalcitrant-e-s à leur obéir et celle du reste des forces antifascistes, sous le mode de l'accusation, pour qui il était nécessaire de respecter et de faire respecter les décrets du gouvernement en muselant les « incontrôlables ».

Voilà le réel bilan laissé par le CCMA durant ses neuf semaines d'existence : le passage des comités locaux révolutionnaires, qui exerçaient tout le pouvoir dans la rue et dans les usines, à leur dissolution au bénéfice exclusif de l'entier rétablissement du pouvoir de la Généralité. De la même façon, les décrets signés le 24 octobre sur la militarisation des Milices à partir du 1er novembre et la promulgation du décret de Collectivisations complétaient le bilan désastreux du CCMA, à savoir, le passage de Milices Ouvrières de volontaires à une armée bourgeoise de style classique, soumise au code de justice militaire monarchique, dirigée par la Généralité; le passage des expropriations et le contrôle ouvrier des usines à une économie centralisée, contrôlée et dirigée par la Généralité.

Le retard dans l'application des décrets, provoqué par la sourde mais néanmoins virulente résistance des militant-e-s confédéraux-ales, qui étaient encore armé-e-s, a fait que l'objectif premier de la Généralité était de désarmer l'arrière garde en impulsant une campagne de propagande contre les dits « incontrôlables », qui a dérivé vers le second objectif contenu dans le slogan répétitif : « Les armes au front ».

La forte résistance de la base anarcho-syndicaliste à la militarisation des milices, au contrôle de l'économie et des entreprises collectivisées par la Généralité, au désarmement de l'arrière garde et à la dissolution des comités locaux s'est manifestée à travers un retard de plusieurs mois dans l'application réelle des décrets du gouvernement de la Généralité sur tous ces sujets. Résistance qui, au printemps 1937, s'est manifestée par un grand malaise, auquel s'est ajouté le mécontentement concernant le déroulement de la guerre, l'inflation et la pénurie de produits de première nécessité, pour déboucher alors dans une critique généralisée des militant-e-s de base de la CNT envers la participation des comités supérieurs de la CNT-FAI au gouvernement, et la politique antifasciste et collaborationniste de leurs dirigeant-e-s, qui étaient jugés responsables de la perte des « conquêtes révolutionnaires du 19 juillet ».

En octobre 1936 le décret de militarisation des Milices Populaires a provoqué un grand mécontentement parmi les miliciens anarchistes de la Colonne Durruti, sur le front d'Aragon. Après de longues et virulentes discussions, en mars 1937, plusieurs centaines de miliciens volontaires, établis dans le secteur de Gelsa, décidèrent d'abandonner le front et de retourner à l'arrière garde. Il fut convenu que la relève des miliciens opposés à la militarisation s'effectuerait dans les quinze jours suivants. Ils abandonnèrent le front en emportant leurs armes.

Arrivés à Barcelone, en compagnie d'autres anarchistes (défenseurs de la poursuite et de l'approfondissement de la révolution de juillet, et opposés à la collaboration confédérale avec le gouvernement) les miliciens de Gelsa décidèrent de construire une organisation anarchiste, distincte de la FAI, de la CNT ou des Jeunesses Libertaires, qui aurait pour mission de conduire le mouvement anarchiste à travers la voie révolutionnaire. Ainsi donc, un nouveau groupe s'est constitué formellement en mars 1937, après une longue période de gestation de plusieurs mois, initiée en octobre 1936. C'est la Junte de direction qui a décidé de prendre le nom de « Groupe des amis de Durruti », nom qui d'une part se référait à l'origine commune des ex-miliciens de la Colonne Durruti, et qui comme le disait avec raison Balius, n'a pas été pris pour une quelconque référence à la pensée de Durruti, mais pour sa valeur de mythe populaire.

Cette opposition révolutionnaire à la militarisation des Milices Populaires s'est manifestée également avec plus ou moins de bonheur, dans toutes les colonnes confédérales, et en premier lieu dans la Colonne de Fer,

qui a décidé à plusieurs occasions de « descendre à Valence » pour impulser la révolution et s'affronter aux éléments contre-révolutionnaires de l'arrière garde.

En février 1937 s'est tenue une assemblée des colonnes confédérales qui a traité la question de la militarisation. La menace de ne pas fournir d'armes, d'aliments ni de solde aux colonnes qui n'accepteraient pas la militarisation, joint à la certitude que les miliciens seraient intégrés dans d'autres unités, déjà militarisées, ont produit leur effet. Beaucoup ont pensé qu'il valait mieux accepter la militarisation, et l'adapter de façon flexible à la colonne. En fin de compte la conception de l'unité antifasciste et de la collaboration de la CNT-FAI aux tâches gouvernementales, en défense de l'Etat républicain, ont triomphé contre la résistance à la militarisation, qui a finalement été acceptée même par la récalcitrante Colonne de Fer.

### **ALB.- Est-ce que les comités de défense sont rentrés en collision avec les comités supérieurs ?**

Entre la fin novembre et les premiers jours de décembre 1936, la CNT a débattu sur le rôle que devaient assumer les comités de défense à Barcelone.

C'était un point de vue strictement syndical, qui ne voyait pas avec de bons yeux l'importance acquise, dans les quartiers, par les comités de défense et les comités de ravitaillement. Ils considéraient que leurs fonctions, une fois dépassée l'insurrection révolutionnaire ainsi que dans l'étape postérieure, à caractère exceptionnel, étaient provisoires, et en tout cas, devaient être assumées en premier par les syndicats.

En novembre/décembre 1936, les comités de défense étaient un obstacle à la politique gouvernementale des comités supérieurs de la CNT, et par conséquent leur hibernation s'imposa ainsi que leur soumission aux syndicats, comme de simples auxiliaires armés, dérangeants et inutiles.

Ce qui était en discussion c'était le degré d'autonomie des comités de défense des quartiers par rapport aux syndicats. Les propositions allaient de la reconnaissance de leur spécificité et leur totale indépendance, en les reconnaissant comme LA MILICE DE LA CNT, jusqu'à la totale et absolue soumission aux diktats de la Fédération Locale des Syndicats, qui non seulement devaient discuter des situations et décider des actions, mais en plus devaient veiller sur les armes, contrôler les hommes et financer les comités de défense.

Le problème fondamental, selon le Comité Régional, c'était la désobéissance généralisée aux consignes de désarmement : « les quartiers sont nos pires ennemis ».

En octobre 1936, l'entrée de la CNT au gouvernement de la Généralité supposa la création d'une Junte de Sécurité Intérieure, qui se caractérisait par une double commande des forces de l'ordre public, conflictuelle, entre la CNT et le gouvernement de la Généralité. Les patrouilles de contrôle ont peu à peu perdu de leur autonomie et de leur capacité de décision, alors que le Commissariat de l'Ordre Public, contrôlé par le PSUC et l'ERC, gagnait en pouvoir coercitif, en redonnant vie aux corps des Gardes d'Assaut et de la Garde Nationale Républicaine (ancienne Garde Civile). À la fin janvier 1937, les miliciens du PSUC-UGT abandonnèrent les Patrouilles de Contrôle et furent remplacés par des éléments de la CNT, de l'ERC et du POUM. La perspective de la disparition des patrouilles de Contrôle, absorbées au sein d'un nouveau Corps unique de Sécurité, décrétée le 4 mars 1937, supposait la perte de l'hégémonie de la CNT dans les besognes policières et répressives de l'arrière garde.

Dans le fragile équilibre politique et armé, en vigueur au printemps 1937, dans l'arrière garde barcelonaise, le renforcement et la menace des forces répressives bourgeoises, qui tendaient au monopole de la violence, revitalisa la réorganisation et la préparation des comités de défense, dans les quartiers, pour un affrontement qui paraissait, dors et déjà, inévitable.



## **ALB.- Pourquoi le contrôle du ravitaillement a-d'il été perdu ? Que dire de « la guerre du pain » ?**

Le 20 décembre 1936, Joan Comorera (PSUC), conseiller pour le Ravitaillement, a prononcé un discours important, en catalan, dans la salle du Grand Price de Barcelone.

Comorera utilisa l'argument d'un gouvernement fort, aux pleins pouvoirs, capable de faire appliquer des décrets qui ne resteraient pas lettre morte, comme cela s'était produit avec le premier gouvernement Tarradellas, auquel avait participé Nin pour le POUM. Un gouvernement fort, capable de mener à bien une politique militaire efficace, qui regrouperait toutes les forces existantes sur le front.

Comorera attribuait la carence et la diminution des aliments à l'existence des comités de défense et non pas à l'accaparement et la spéculation des détaillant-e-s. C'était le discours qui justifiait et expliquait le slogan manipulateur des pancartes et des tracts des manifestations de femmes de fin 1936 et début 1937 : « plus de pain et moins de comités » promu par le PSUC. L'affrontement entre deux politiques de ravitaillement opposées était évident, celle du PSUC et celle du Syndicat de l'Alimentation de la CNT. Le Syndicat de l'Alimentation, à travers treize magasins de ravitaillement dans les quartiers, sous la coupe des comités révolutionnaires de quartier (ou plutôt de leur section de défense) fournissait gratuitement en aliments les cantines populaires, où pouvaient se rendre les chômeurs et leur famille, et maintenait en plus des centres de protection pour les réfugié-e-s qui, en avril 1937, à Barcelone s'élevaient déjà à 220.000 personnes. C'était un réseau de ravitaillement qui rivalisait avec les détaillant-e-s, qui n'obéissaient qu'à la loi de l'offre et la demande, et qui essayait, surtout, d'éviter l'augmentation du prix des produits, car cela les rendait inaccessibles aux travailleurs et travailleuses, et bien entendu aux chômeurs-euses et réfugié-e-s. Le marché noir était le grand marché des détaillant-e-s, qui réalisaient d'excellents profits grâce à la faim (littéralement) de la majorité. La « guerre du pain » de Comorera contre les comités de ravitaillement des quartiers, n'avait d'autre objectif que d'arracher toute parcelle de pouvoir aux comités de défense, même si cette guerre entraînait la pénurie du ravitaillement à Barcelone.

Comorera termina son discours par un appel à la responsabilité de toutes les organisations, dans le but de parvenir à une unité antifasciste inébranlable. Pour comprendre le discours de Comorera il fallait prendre en compte la stratégie, défendue par Gero, d'effectuer une politique SÉLECTIVE face au mouvement anarchiste, qui consistait à intégrer les dirigeants dans l'appareil d'État, tout en pratiquant une répression féroce contre les secteurs révolutionnaires, qualifiés de façon infamante d'éléments incontrôlés, de gangsters, d'assassins, d'agents provocateurs et irresponsables que Comorera identifiait très clairement aux comités de défense.

Les magasins de ravitaillement des comités de quartier déterminaient quoi, combien et à quel prix de vente au public on approvisionnait les détaillant-e-s, une fois les besoins « révolutionnaires » du quartier comblés, à savoir les malades, les enfants, chômeurs-euses, cantines populaires etc. Comorera défendait la disparition de ces comités révolutionnaires de quartier et le marché libre. Il savait, en plus, que l'un impliquait l'autre, et que, sans la suppression des comités de défense, le marché libre serait une chimère.

Un ravitaillement rationnel, prévoyant et suffisant de Barcelone, aurait supposé céder aux prétentions du Conseiller en Économie de la CNT Joan P. Fabregas, qui entre octobre et décembre 1936 s'est battu inutilement, dans les réunions du Conseil de la Généralité, pour obtenir le monopole du commerce extérieur, face à l'opposition du reste des forces politiques. Parallèlement, sur le marché des céréales de Paris, dix ou douze grossistes privés catalans se faisaient concurrence, faisant monter les prix. Mais ce monopole du commerce extérieur, qui n'était même pas une mesure à caractère révolutionnaire, mais seulement appropriée à une situation d'urgence de guerre, portait atteinte à la philosophie du marché libre, défendue par Comorera.

Il y avait un lien évident entre les queues pour le pain à Barcelone et la concurrence irrationnelle des grossistes sur le marché des céréales de Paris. Le lien Barcelone-Paris se serait rompu avec le monopole du commerce extérieur. Avec la politique du marché libre de Comorera il a été consolidé. De plus le PSUC a encouragé la spéculation des commerçant-e-s, qui ont établi une véritable dictature sur les prix de tous les aliments, s'enrichissant sur la faim des travailleurs et travailleuses.

### **ALB.- Pourquoi et comment ces comités de défense se sont à nouveau réorganisés ?**

Le dimanche, 11 avril, pendant le meeting de la place des taureaux La Monumental, se sont dressées des pancartes exigeant la libération de Maroto et de nombreux prisonniers antifascistes, dans leur majorité de la CNT. Federica Montseny a été huée et sifflée. Les cris favorables à la libération des prisonniers ont redoublé, à plusieurs reprises. Les comités supérieurs ont jugé coupables du « sabotage » le Groupe des Amis de Durruti. Federica, très gênée, a menacé de ne plus tenir des meetings à Barcelone.

Le groupe 12, de Gracia, a présenté une proposition par écrit :

Le lundi, 12 avril 1937, s'est tenue, dans la Casa CNT-FAI, une séance plénière locale des groupes anarchistes de Barcelone, avec la présence des groupes de défense confédérale et des Jeunesses Libertaires.

Le Plénum prenant en considération, après une vaste discussion, les résultats de neuf mois de politique ministérielle, constatant l'impossibilité de gagner la lutte armée au front contre le fascisme sans assujettir tous les intérêts personnels, économiques, politiques et sociaux à l'objectif supérieur de la guerre ; considérant que l'écrasement du fascisme n'est possible qu'avec la socialisation totale de l'industrie et de l'agriculture ; considérant que toute forme de gouvernement est par essence réactionnaire et donc contraire à toute révolution sociale ; décide

: 1°.- de retirer tous les hommes qui actuellement occupent un poste dans les instances antifascistes gouvernementales.

2°.- d'aller vers la construction d'un Comité révolutionnaire antifasciste pour la coordination de la lutte armée contre le fascisme.

3°.-de socialiser immédiatement l'industrie, le commerce et l'agriculture.

4°.- d'implanter peu à peu une carte de producteur. De mettre en pratique la mobilisation générale de tous les hommes sachant manier les armes et les outils de travail pour le front et l'arrière garde.

5°Et enfin de faire ressentir à tout un chacun le poids inflexible de la discipline révolutionnaire, comme garantie que les intérêts de la révolution sociale ne seront pas facilement trompés.

Cette réunion avait échappé à la main mise de la bureaucratie. Dans ce Plénum étaient intervenus les Comités de Défense de Barcelone, ou ce qui revient au même, la délégation des comités révolutionnaires de quartier, et également les Jeunesses Libertaires, radicalisant, sans aucun doute, les décisions prises.

Et cette FAI de Barcelone, avec les sections de défense des comités révolutionnaires de quartier et les Jeunesses Libertaires, malgré le scandale et l'opposition hystérique de quelques bureaucrates, avaient décidé d'en terminer avec la collaboration, de retirer les conseillers (ministres) anarchistes du gouvernement de la Généralité et de constituer un Comité révolutionnaire qui dirige la guerre contre le fascisme. C'était un pas décisif vers l'insurrection révolutionnaire qui éclata le 3 mai.

Le Plénum constatait, d'autre part, une brèche idéologique, non pas tant entre la CNT et la FAI, qu'entre révolutionnaires et collaborationnistes, qui indiquait une scission organisationnelle du mouvement libertaire, à Barcelone, qui se manifestait dans l'opposition grandissante et la différence abyssale des objectifs entre les sections de défense des comités de quartier et les Jeunesses Libertaires, d'un côté, et les comités supérieurs, de l'autre.

Cette radicalisation était le fruit d'une situation de plus en plus insoutenable dans la rue. Le 14 avril, une manifestation de femmes, qui cette fois n'était pas manipulée par le PSUC, démarra de La Terrassa pour passer par les différents marchés de Collblanc, Sants et Hostafrancs, protestant contre le prix du pain et des produits alimentaires. Elle s'adressa au Comité Révolutionnaire de la Plaza d'Espagne pour qu'il intervienne dans ce sens, mais le Comité leur répondit que ce n'était pas dans ses compétences. Les manifestations et protestations s'étendirent à presque tous les marchés de la ville. Dans les jours suivants se produisirent, à moindre échelle, des troubles et manifestations dans plusieurs marchés. Quelques magasins et boulangeries furent assaillis. La faim des quartiers ouvriers de Barcelone était sortie dans la rue pour manifester son indignation et exiger des solutions.

### **ALB.- Quel a été le rôle des Comités de Défense en mai 1937 ?**

Le lundi, 3 mai 1937, trois camions de Gardes d'Assaut, fortement armés, s'arrêtèrent devant le siège du Central Téléphonique sur la Place de Catalogne. Ils étaient dirigés par Eusebio Rodriguez Salas, militant de l'UGT et stalinien convaincu, responsable officiel du Commissariat de l'Ordre Public. Le bâtiment du Central Téléphonique avait été réquisitionné par la CNT depuis le 19 juillet. La supervision des communications téléphoniques, la surveillance des frontières et les patrouilles de contrôle étaient le cheval de bataille, qui depuis janvier avait provoqué divers incidents entre l'appareil d'État républicain de la Généralité et la masse confédérale. C'était une lutte inévitable, entre l'appareil d'État républicain, qui exigeait la maîtrise complète de toutes les compétences qui lui étaient « propres », et la défense des « conquêtes » du 19 juillet par la CNT. Rodriguez Salas prétendait prendre possession du bâtiment du Central Téléphonique. Les militants de la CNT des étages inférieurs, pris par surprise, se laissèrent désarmer ; mais aux étages supérieurs une dure résistance s'organisa, grâce à une mitrailleuse installée de façon stratégique. La nouvelle se répandit rapidement. Immédiatement des barricades furent dressées dans toute la ville. On ne doit pas parler d'une réaction spontanée de la classe ouvrière de Barcelone, parce que la grève générale, les affrontements armés avec les forces de police et les barricades étaient le fruit de l'initiative prise par les comités de défense rapidement renforcés par l'existence d'un profond mécontentement généralisé, des difficultés économiques dans la vie quotidienne du fait du coût de la vie, des queues et du rationnement, et également la tension existante parmi la base militante confédérale entre les collaborationnistes et les révolutionnaires. Les luttes de rue ont été impulsées et réalisées en partant des comités de défense des quartiers ( et seulement partiellement et accessoirement par quelques secteurs des patrouilles de contrôle). Le fait qu'il n'y ait pas eu d'ordre des comités de défense supérieurs de la CNT, qui exerçaient en tant que ministres à Valence et Barcelone, ou de toute autre organisation, pour se mobiliser en dressant des barricades dans toute la ville, ne veut pas dire que tout a été purement spontané, mais c'est bien le résultat des consignes lancées par les comités de défense.

Quel qu'ait été le rôle joué par quelques dirigeants, avant mai, tous autant qu'ils soient ont été vite dépassés et débordés. Les comités de quartier ont enclenché et ont été les protagonistes de l'insurrection du 3 au 7 mai 1937, à Barcelone. Et il ne faut surtout pas confondre les comités de défense des quartiers avec une « spontanéité des masses » ambiguë et diffuse. Thèse défendue par l'historiographie officielle.

C'est ainsi que le décrit Nin, secrétaire politique du POUM, le 19 mai 1937 : « Les journées de mai à Barcelone ont fait revivre certains organismes qui, durant ces derniers mois, avaient joué un rôle dans la capitale catalane et dans quelques localités importantes : les Comités de Défense. Il s'agit surtout d'organismes de type technico-militaires, formés par les syndicats de la CNT. Ce sont eux qui, en réalité, ont

dirigé la lutte, et qui constituaient, dans chaque quartier, le centre d'attraction et d'organisation des ouvriers révolutionnaires ».

Les Amis de Durruti n'ont pas initié l'insurrection, mais ils ont été les combattants les plus actifs sur les barricades, et ils ont distribué un tract exigeant le remplacement du Gouvernement de la Généralité par une Junte Révolutionnaire.

Les travailleurs confédéraux, désorientés par l'appel de leurs dirigeant-e-s , les mêmes que le 19 juillet (!), avaient fini par abandonner la lutte, dans l'attente de l'unité antifasciste.

### **ALB.- Comment se sont dissous les Comités de Défense ?**

La force militaire des comités de défense dans la ville de Barcelone était restée intacte, malgré le fait que les Événements de Mai aient été une terrible défaite politique des révolutionnaires, qui allaient se matérialiser à partir du 16 juin 1937, avec l'arrestation du Comité exécutif du POUM et l'interdiction de ce parti.

À partir de ce moment une répression sélective s'est enclenchée également contre la CNT, en commençant par une offensive judiciaire sur plusieurs fronts

1. contre les comités révolutionnaires locaux créés pendant les journées du 19 et 20 juillet ;
2. contre ceux qui avaient participé à la rébellion de mai 1937 ;
3. contre les délits d'opinion, lecture de presse clandestine, défaitisme ou port d'armes sans permis ;
4. contre quelques responsables de la CNT qui s'étaient fait remarquer comme Aurelio Fernandez, Barriobero, Eroles, Devesa, etc.

Mais fin mai 1937, les comités de défense étaient encore suffisamment forts pour organiser plusieurs compagnies armées, dépendantes des comités de défense de quartier.

Les comités révolutionnaires de quartier, à Barcelone ont surgi le 19-20 juillet et ont duré, au minimum jusqu'au 7 juin, quand les forces rétablies de l'ordre public de la Généralité ont dissous et occupé les différents centres des Patrouilles de Contrôle, et au passage quelques sièges des comités de défense, comme celui du quartier de Les Corts. Malgré le décret qui exigeait la disparition de tous les groupes armés, la majorité ont résisté jusqu'à septembre 1937, quand furent systématiquement détruits et assaillis, un par un les bâtiments qu'ils occupaient. Le dernier bâtiment à être occupé, et le plus important et solide a été le siège du comité de défense du Centre, installé dans les Écoles Religieuses de San Antonio, qui a été pris d'assaut le 21 septembre 1937 par les forces de l'ordre public, qui ont utilisé tout un arsenal de mitrailleuses, de tanks et de grenades. Cependant, la résistance des Écoles Religieuses n'a pas cédé sous le feu des armes mais aux ordres d'expulsion donnés par le Comité Régional.

À partir de là les comités de défense se sont dissimulés sous le nom de Sections de coordination et d'information de la CNT, uniquement destinées aux tâches clandestines d'investigation et d'information, comme avant le 19 juin, mais maintenant (1938) dans une situation nettement contre-révolutionnaire.

Néanmoins, ils ont été encore assez forts et combatifs pour publier un journal clandestin ayant pour nom *Alerte !* dont ils éditérent sept numéros entre octobre et décembre 1937. La ligne éditoriale était la solidarité avec les « prisonniers révolutionnaires » exigeant leur libération et dénonçant la gestion et les abus dans la Prison Modelo ; la critique de la collaboration et de la politisation de la FAI ; la dénonciation de la désastreuse politique de guerre du gouvernement Negrin-Pietro et la prédominance stalinienne dans l'armée et l'État. Il a lancé des saluts de fraternité avec les Jeunesses Libertaires et le Groupe des Amis de Durruti. Un

trait indélébile dans sa publication a été ses appels constants à « faire la révolution » et au renoncement de toutes les charges des comités supérieurs : « La révolution ne peut pas se faire DE L'INTERIEUR DE L'ÉTAT mais CONTRE L'ÉTAT ». Dans un dernier numéro, daté du 4 décembre 1937, *Alerte* a dénoncé les « tchekas » staliniennes (prisons clandestines) et la persécution brutale des militants de la CNT en Cerdagne.

En 1938, les révolutionnaires étaient sous terre, en prison ou dans la clandestinité la plus complète. Ce n'est pas la dictature de Franco mais bien la République de Negrin qui en a fini avec la Révolution.